



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 6 mai 2021

Annonces sur les examens : le ministre est toujours loin du compte

Après avoir reçu les syndicats ce mercredi 5 mai, Jean-Michel Blanquer a, comme à son habitude, réservé ses annonces aux médias. Le ministre annonce maintenir toutes les épreuves du baccalauréat.

Quelques aménagements à la marge sont annoncés, notamment le remplacement de la note de l'épreuve de philosophie par la moyenne du contrôle continu si la première lui est inférieure. L'épreuve anticipée de français n'est modifiée également qu'à la marge : une augmentation du nombre de sujets. Cette modification peut même s'avérer contre-productive et faire perdre un temps précieux en analyse des sujets.

Le ministre a annoncé contre tout bon sens le maintien de l'épreuve du grand oral : SUD éducation n'a eu de cesse de dénoncer le caractère socialement discriminant de cette épreuve et demander sa suppression. En cette année où les élèves auront encore moins eu le temps de la préparer, le petit aménagement proposé (annoncer les sujets n'ayant pas été traités en cours) ne saurait être suffisant. En lycée professionnel, le ministère persiste à maintenir l'épreuve de chef d'œuvre de CAP. Les lycéen-ne-s réclament l'annulation de cette épreuve et les pétitions à ce sujet comptent de nombreux signataires. On voit ici encore l'entêtement du ministre, prêt à tout pour sauver les apparences et faire croire que le baccalauréat conserve sa valeur de diplôme national. SUD éducation continue à réclamer la suppression de cette épreuve pour cette année et pour celles à venir.

SUD éducation revendique pourtant depuis 12 mois l'aménagement et l'adaptation des programmes à la crise sanitaire. Le ministre Blanquer est resté sourd à cette revendication de bon sens. Il porte la responsabilité de la

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



désorganisation actuelle et de l'angoisse des lycéen-ne-s à l'approche des épreuves. SUD refuse de se laisser enfermer dans un dilemme entre le maintien à tout prix des épreuves terminales (discriminantes au vu de l'année écoulée) et l'effet d'aubaine que représente la crise sanitaire pour les partisans du démantèlement du baccalauréat national.

Les lycéen-ne-s ont de nombreuses raisons d'être en colère et de se mobiliser pour dénoncer l'injustice qui préside aux décisions du ministère. Ils et elles s'étaient déjà mobilisé-e-s en novembre contre la mauvaise gestion de la crise sanitaire par le ministre. SUD éducation les soutient une nouvelle fois dans leurs actions et dénonce la répression policière et administrative dont ils font l'objet.

Face à l'entêtement du ministre, la question de l'annulation ne doit pas être tabou. Il est déjà arrivé que le baccalauréat soit accordé à tout-e-s les candidat-e-s. SUD éducation appelle les personnels à se réunir en assemblées générales et à définir leurs revendications et modalités de soutien aux lycéen-ne-s.

SUD éducation continue de revendiquer l'abrogation des réformes Blanquer du lycée et du baccalauréat.

Fédération SUD Éducation

📍 31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

☎ 01 58 39 30 12

✉ fede@sudeducation.org

🖱 www.sudeducation.org

